

Cac 40 8 205,06 +1.25%

Dow Jones 48 501,27 -0.83%

Nasdaq composite 22 516,69 -1.02%

Nikkei 225 54 245,54 -3.61%

Pétrole Brent 81,23 -0.89%



Recherche

Les Echos



Se connecter

S'abonner

À la une Municipales 2026 Idées Économie Politique Entreprises Finance - Marchés Bourse Monde Tech-Médias Start-up Régio >

Le Cercle Leadership & management Livres Sciences & Prospectives Éditos & Analyses En Vue Le Crible

TRIBUNE

60 milliards d'euros de dépendance fossile : « La France doit tenir ses engagements énergétiques pour renforcer sa souveraineté économique »

Alors que tout le secteur attend la publication de la programmation pluriannuelle de l'énergie sans délai, 13 fédérations majeures du secteur de l'énergie en France, soutenues par 100 chefs d'entreprise, appellent à réaffirmer la priorité nationale donnée à la sortie de notre dépendance aux énergies fossiles.



Offrir l'article



Ajouter à mes articles



Commenter



Partager

Environnement

EDF



La France doit accélérer la sortie de sa dépendance aux énergies fossiles. (Photo iStock)

Par **Tribune collective**

Publié le 9 févr. 2026 à 11:38

Mis à jour le 9 févr. 2026 à 12:29



Réservé à nos abonnés

Aujourd'hui encore la France est largement **dépendante aux importations d'énergies fossiles** qui représentent 60 % de notre consommation d'énergie et 60 milliards d'euros de dépenses annuelles, tout en provenant d'Etats dont les intérêts stratégiques coïncident rarement avec les nôtres.

Cette situation expose durablement nos entreprises aux crises, aux risques de pénurie et à la variabilité des coûts. Elle nous place dans une situation de

Les plus lus



30%

vulnérabilité politique et économique, comme la crise de 2022 liée à la guerre en Ukraine l'a brutalement montré. Les événements récents en lien avec le Venezuela ou le Groenland font craindre une escalade des tensions liées à l'appropriation des ressources fossiles.

Le défi des écarts de prix de l'énergie

Toutes les grandes puissances mondiales s'y préparent, mais la France et l'Europe hésitent : le choix fait depuis plusieurs années de mettre en oeuvre une transition énergétique, adossée à une production d'électricité bas-carbone et largement domestique, combinée à des molécules vertes et décarbonées, nous permettrait pourtant d'être à la hauteur des défis actuels.

Face à cela, les écarts de prix de l'énergie selon les régions du monde pèsent sur la position concurrentielle de l'industrie européenne et sur la viabilité économique des investissements bas carbone.

Comment alors accélérer la sortie de notre dépendance aux énergies fossiles, et ainsi offrir des perspectives de stabilité, de prévisibilité, voire de baisse des coûts pour les consommateurs comme pour les entreprises ?

40%

Quatre priorités

Nous, chefs d'entreprises, dirigeants économiques et investisseurs, réaffirmons l'urgence de sortir des hésitations, de nous redonner de la visibilité pour soutenir ces investissements essentiels à notre avenir et de réaffirmer le chemin de la souveraineté énergétique de notre continent. Cette ambition est possible et crédible avec une programmation énergétique fondée sur quatre priorités :

- Accélérer le développement des filières industrielles stratégiques pour notre souveraineté, via des investissements publics et privés, en permettant notamment la préférence européenne, afin de réduire notre dépendance aux chaînes de valeur extra-européennes, notamment la production de batteries, d'hydrogène renouvelable et bas-carbone, les systèmes de stockage, les solutions de production et de consommation d'énergie électrique et de molécules renouvelables, ainsi que le recyclage et le réemploi des métaux rares.
- Accompagner 100 % des entreprises dans la bascule du fossile vers les énergies décarbonées, notamment en baissant la fiscalité de ces dernières et en améliorant l'efficacité énergétique. Ainsi, nous pourrions éviter d'exposer nos entreprises à des variations de prix extrêmes en cas de crise.
- Equiper tous les territoires d'infrastructures et réseaux permettant la transition énergétique, garantissant l'accès équitable et en proximité de nouveaux services et usages pour les citoyens et les entreprises (décarbonation des mobilités grâce à des transports collectifs et des solutions de recharge adaptées, énergies renouvelables et réseaux de froid et de chaleur, rénovation énergétique...).
- Promouvoir une Europe de l'énergie performante, où la souveraineté nationale s'appuie sur un marché européen résilient, des interconnexions efficaces, une coopération renforcée et un système électrique flexible, tout en utilisant le marché carbone pour soutenir la transition intérieure et protéger la compétitivité européenne.


En réduisant notre dépendance aux énergies fossiles et en tirant parti au maximum de notre production énergétique décarbonée comme source de

50%

01 TRIBUNE

IA et data centers : « Pendant que la France compte les insectes sur un terrain stérile, d'autres avancent en mettant notre planète à rude épreuve », par le patron d'Iliad-Free 

02 TRIBUNE

« Vendues 15 milliards, les autoroutes rapportent 76 milliards » : « On ne parle plus de réussite, mais de mécanique de rente » 

03 TRIBUNE

« L'Europe doit recalibrer le cadre réglementaire de ses banques pour qu'elles puissent soutenir la croissance », la supplique à l'UE de onze grands banquiers européens 

À la Une



« Nous faisons aux entreprises chinoises ce que la Chine fait depuis vingt ans » : Bruxelles impose sa préférence européenne pour stopper l'hémorragie industrielle 

DIRECT

Guerre en Iran : un missile tiré depuis l'Iran vers l'espace aérien turc a été détruit

Les marchés asiatiques plongent, les Bourses européennes temporisent 

60%

puissance économique et stratégique, la France, adossée à une Europe déterminée et pragmatique, pourra transformer ses ambitions en actions, avec clarté et détermination.

Pascal Demurger est coprésident du mouvement Impact France.

Christian Buchel est président de l'Union Française de l'Electricité.

Bernard Fontana est PDG d'EDF.

Catherine MacGregor est directrice générale d'Engie.

Estelle Brachlianoff est directrice générale de Veolia.

Xavier Girre est directeur général de Suez.

Marianne Laigneau est présidente du directoire d'Enedis

Jean-Charles Colas-Roy est président de Coénove.

Stéphane Dedeyan est président du directoire de La Banque Postale.

70%

Thierry Déau est directeur général de Meridiam.

Anne-Catherine de Tourtier est présidente de France renouvelables.

Jules Nyssen est président du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

Cristian Montoya est directeur général d'Ekwateur.

Albert Codinach est président d'elmy.

Thomas Labergère est directeur général d'ING France

Aurélien de Meaux est PDG d'Electra.

Cette tribune est signée par 11 fédérations majeures du secteur de l'énergie en France, soutenues par 100 chefs d'entreprise. [La suite des signataires est à consulter en ligne.](#)

80%

Cercle



TRIBUNE

Temps de travail : « Le recours abusif au forfait-jours expose l'employeur à un contentieux prud'homal coûteux, jusqu'à 200.000 euros de rappels d'heures supplémentaires »



TRIBUNE

Retraites : « La crise des déficits n'est ni de gauche ni de droite, elle est démographique »



TRIBUNE

Conflit des générations : « Les vieilles fortunes deviendront une cible politique »